

Rapport Financier 2019 – MRJC

Sommaire

Les votes en Assemblée Générale Nationale	2
Les informations règlementaires.....	2
Un MRJC en route vers ses Orientations.....	3
1. Résultats	4
Résultat d'exercice : + 502 749.70 €.....	4
Total charges : 3.15 M € (exercice) / 2.96 M € (exploitation)	4
Total produits : 3.66 M € (exercice) / 2.95 M € (exploitation)	4
Résultat d'exploitation : - 11 817.52 €	4
2. Faits marquants	4
a. Prise de conscience sur les enjeux financiers	4
b. 90 ans – Place du réseau	4
c. Vente de l'appartement situé au 63 rue Letort, Paris	4
3. Engagements pris pour 2019 :	5
4. Analyse de nos charges et Produits	5
Points de contexte et d'attention	5
Charges.....	6
Produits	9
5. Bilan comptable	13
L'actif du MRJC est composé des éléments suivants :	13
Le passif du MRJC est composé :	13
Quelques éléments d'analyse :	13
6. Fabriques et Confiserie.....	14
Confiserie	14
Fabriques du Monde Rural.....	15
7. Conduite financière.....	16
Trésorerie	16
Gestion comptable	17
Banque	17
8. Projection 2020/2021.....	17
Annexes.....	19
1- Compte de résultat 2019 – MRJC	20
2- Bilan 2019 – MRJC	21
3- Comptes de résultats antérieurs et budget prévisionnel 2019 (vote AGN 2018)	22
4-Budgets prévisionnels 2020 et 2021	23

Les votes en Assemblée Générale Nationale

L'Assemblée Générale Nationale réunie à Jambville le 23 août 2020 valide à 87,78 % les résolutions suivantes :

- L'approbation des comptes 2019 et du rapport financier.
- L'approbation des conventions réglementées et les formalités de publicité au Journal Officiel
- L'affectation du résultat de l'exercice de + 502 749 € au report à nouveau

Les informations réglementaires

L'association n'est pas assujettie à l'impôt sur les sociétés ni à la TVA.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous n'avons pas dressé de liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de l'association susceptible d'être communiquée.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de notre Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux commissaires aux comptes.

Aucune convention réglementée susceptible d'une autorisation par le Conseil d'Administration en relation avec un membre du Conseil n'est à relever.

Un MRJC en route vers ses Orientations

Le MRJC connaît des difficultés économiques depuis une dizaine d'années. **Des difficultés liées à la diminution progressive de nos subventions structurantes** que nous avons tout d'abord crues conjoncturelles, liées à des mandats politiques. Force est de constater que ces évolutions sont bien plus profondes et nous obligent à composer avec cette réalité.

En 2013, **le MRJC a retravaillé en profondeur sa stratégie économique, souhaitant faire de son patrimoine immobilier un levier d'action sur les territoires ruraux** et une assise pour développer de nouveaux partenariats. 7 ans plus tard, il est temps pour le MRJC de faire le bilan de ces chantiers et de réajuster le tir.

Les enjeux économiques et financiers constituent un véritable défi politique pour le mouvement. Elles nous obligent à **trouver une ligne de force entre idéal et réalité** : nous souhaitons continuer à défendre des positions fortes et cohérentes avec nos valeurs tout en devant assurer nos ressources.

- Nous voulons des territoires ruraux qui se renforcent économiquement et démocratiquement alors que le pays avance vers la métropolisation.
- Nous voulons une éducation populaire libre et politisée alors que se mettent en place le Service national universel et les vacances apprenantes.
- Nous re-territorialisons une partie de notre activité quand se renforcent les super-régions
- Nous œuvrons pour une Eglise ouverte lorsque celle-ci a tendance à se durcir et à s'enfermer
- Nous privilégions la co-construction de politiques publiques alors que le secteur associatif est de plus en plus dans un rôle de prestataire de la commande
- Nous défendons un modèle économique associatif basé sur la solidarité publique alors que s'affirme de plus en plus la philanthropie privée comme mode de financement associatif.

Nous faisons le choix de tenir des positions tout en continuant à proposer, à inventer et à être présent.e.s dans des organisations qui ne nous ressemblent pas toujours. C'est par ce dialogue et ces zones de désaccords que nous avançons. Et c'est dans ces espaces-là que se réinventent peu à peu nos modèles économiques.

Nous sommes entré.e.s dans la construction de nouvelles Orientations qui seront votées en 2021. Il nous faut regarder avec justesse où en est le MRJC, ce qu'il porte mais aussi le monde dans lequel il évolue, comment souffle le vent, pour savoir comment orienter nos voiles et avancer là où nous le voulons. Pour cela, nous avons besoin de débattre, en mettant l'action au cœur de nos préoccupations, mais aussi **de nous former aux logiques économiques et financières actuelles car c'est l'unique moyen pour nous permettre de les dépasser collectivement.**

Le présent rapport financier vise à **mettre en lumière des évolutions et à pointer des chantiers.** Cette année 2019 est à observer au regard d'un mouvement qui vient de fêter 90 ans d'existence et d'évolutions. Un mouvement qui a pu et a su à un moment se donner les moyens de faire face à des situations difficiles : investir dans du bâti, constituer une trésorerie suffisante, se positionner dans des espaces politiques stratégiques. **Nous héritons aujourd'hui d'un mouvement en difficulté mais qui a d'importants atouts et surtout qui sait où il veut aller.** A nous de tout mettre en œuvre pour lui redonner les beaux jours qu'il mérite.

1. Résultats

Résultat d'exercice : + 502 749.70 €

- Dont 213K € de dotations aux amortissements et 104K € de provisions
- Résultat attendu : équilibre
- Résultat exceptionnel : + 548 215.10 €
- Instance nationale (exploitation) : -104 567.60 €
- Sections (exploitation) : + 84 579.70 €

Total charges : 3.15 M € (exercice) / 2.96 M € (exploitation)

Total produits : 3.66 M € (exercice) / 2.95 M € (exploitation)

Résultat d'exploitation : - 11 817.52 €

2. Faits marquants

a. Prise de conscience sur les enjeux financiers

C'est au Congrès de juin 2018 que le MRJC a fait le choix de mettre en place une politique de gestion économique et financière plus forte, avec un plan de maîtrise des charges de l'instance nationale, une vigilance accrue sur les embauches locales, une stratégie de financements thématiques et territorialisés, ainsi qu'un renforcement de la formation à la valorisation financière renforcée pour les salarié.e.s et bénévoles.

L'année 2019 permet de récolter les premiers fruits et d'analyser les effets des mesures prises.

b. 90 ans – Place du réseau

Le MRJC a célébré ses 90 ans. De nombreux événements et projets ont été mis en place pour fêter cet anniversaire, aussi bien en local qu'au national. Les choix économiques liés à l'organisation des 90 ans ont été dans l'ensemble prudents. **Les événements organisés se sont appuyés sur une organisation légère et en grande partie bénévole, et ont engendré peu de frais**, y compris pour l'anniversaire « national ». Par ailleurs, plusieurs événements locaux ont été adossés à des actions préexistantes, ce qui n'a pas engendré d'augmentation budgétaire significative.

Ces 90 ans ont été l'occasion de renouer avec les réseaux d'ancien.ne.s du MRJC/JAC-F. Les dons n'ont pas augmenté de manière significative cette année. Ce constat nous invite à retravailler notre lien aux donateur.rice.s militant.e.s et nous alerte sur le besoin d'une gestion de nos contacts plus efficiente.

c. Vente de l'appartement situé au 63 rue Letort, Paris

Suite aux préconisations de la Commission stratégie économique en 2018 et à une décision du Conseil d'administration national, **le MRJC a vendu son appartement situé au 63 rue Letort, dans le XVIII^e arrondissement de Paris pour un montant de 685 000€.**

La vente de ce bien immobilier a permis d'honorer différentes dettes contractées suite au Rendez-Vous (prêts du KLJB et du CCFD, factures de transports) et de pouvoir reprendre plus sereinement notre fonctionnement quotidien et notre politique d'investissement sur les Fabriques. **Sans cette vente, nous n'aurions pas eu la trésorerie suffisante pour terminer l'année 2019.**

3. Engagements pris pour 2019 :

- 1- **Vote d'un budget 2019 équilibré lors de l'AGN de novembre 2018** : l'objectif ambitieux d'équilibrer les comptes 2019 sans avoir recours à un plan de licenciement économique a presque été atteint. 12 000€ de déficit sur un budget d'exploitation de 3 millions et avec 100k€ de provisions d'exploitation est une réelle réussite au vu des importants déficits des dernières années. Les axes de travail mis en avant : réduction des charges de l'instance nationale, développement des financements territoriaux et thématiques commencent à porter leurs fruits. Des éléments ont progressé, notamment dans la consolidation de financements nationaux, le développement d'axes de travail et la renégociation de différents contrats-fournisseurs.
- 2- **Travail d'analyse et de prospection autour de notre modèle socio-économique** : ce travail, commencé autour des projets de Fabriques, se poursuit aujourd'hui notamment dans le cadre du travail d'Orientations du mouvement. Il s'inscrit dans différentes dynamiques d'un monde associatif qui subit des transformations et doit se renouveler.
- 3- **Vente de l'appartement du 63 rue Letort (Paris, 18°)** : Vente effectuée et pour une somme satisfaisante au regard de l'estimation du bien.
- 4- **Mise à plat de nos procédures comptables** : la simplification progressive de nos procédures comptables est bien en cours. Les premiers changements sur 2019 concernent la départementalisation progressive du MRJC. Toutefois, le manque de rigueur dans les justificatifs et surtout dans les échéances, tant au niveau local qu'au niveau national continuent à être préoccupants.

4. Analyse de nos charges et Produits

Points de contexte et d'attention

Sans-justificatifs

La clôture des comptes, particulièrement chaotique et tardive cette année, n'a pas permis de prendre le temps de l'échange entre service comptable et sections pour effectuer les habituelles corrections. Des charges et produits incertains ou mal-justifiés ont été enregistrés en compte de « sans justificatifs » et seront régularisés sur l'année 2020. De même, les sans-justificatifs 2018 ont pu être régularisés sur 2019. Il s'agit d'un processus normal mais qui doit être limité en travaillant avec une meilleure rigueur dans les délais, les rendus et la communication.

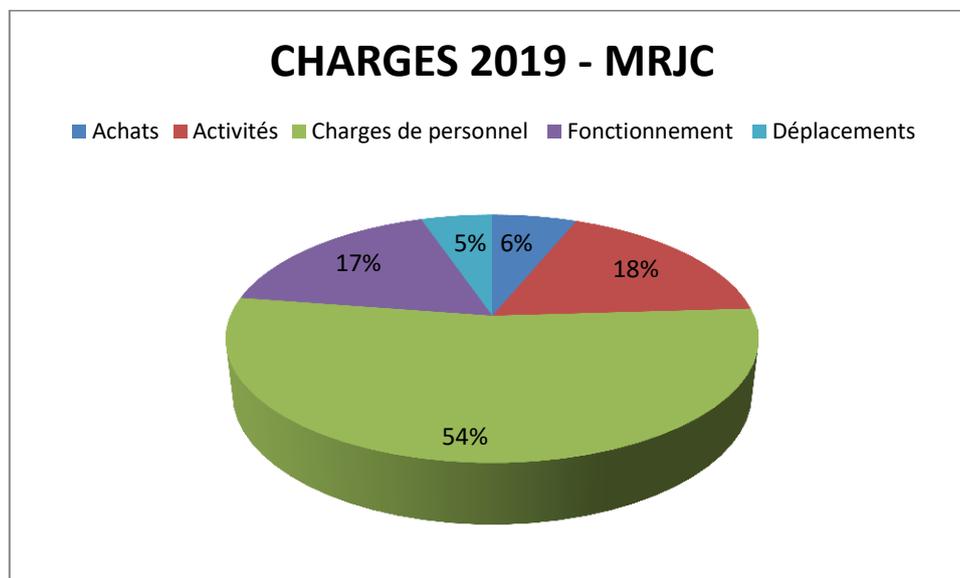
Cela explique les résultats étonnants de certaines sections : le compte de résultat est le reflet de ce qui est comptabilisé. Les écarts avec les finances réelles doivent être mesurés et corrigés sur l'année suivante. Des explications de comptes pourront être fournies sur demande à vos financeurs par l'instance nationale. Nous avons écarté 46 032.90€ de sans-justificatifs en recettes et 45 323.46€ en dépenses pour les sections. Ils n'apparaissent pas dans les comptes de résultats. Dépenses et recettes non-justifiées s'équilibrent en global mais modifient considérablement les résultats section par section. Un travail d'identification et de justification doit être mené sur 2020 pour régulariser la situation.

Provisions d'exploitation :

Pour la première fois depuis plus de 10 ans, nos finances sont saines. Nous avons fait le choix au niveau de l'instance nationale et avec nos commissaires aux comptes, de profiter de cette situation pour provisionner de potentielles pertes sur nos produits à venir. En effet, nous touchons de nombreuses subventions qui ne sont justifiées et versées que bien après la réalisation de l'action. Souvent il y a une perte entre ce qui est comptabilisé une année et ce qu'on touche réellement 1 (voire 2 ou 3 ans) après.

Nous avons provisionné en charges d'importantes pertes sur des produits comptabilisés cette année ou les années précédentes. Cela augmente nos charges mais nous permet d'être précautionneux sur l'avenir : en étant pessimistes, nous aurons plutôt des « bonnes surprises » en 2020. Ces provisions, comme les dotations aux amortissements, n'impactent pas notre capacité d'autofinancement.

Charges



L'instance nationale

L'IN représente 45% des charges d'exploitation du mouvement avec 1.325 million d'euros. Elle concentre notamment les fonctions supports (direction, comptabilité, valorisation, communication, ressources humaines, formation des salarié.e.s) et la quasi-totalité des 200k€ de dotations aux amortissements (logiciels et immobilier).

Le montant total des charges dépasse de 98 000€ le budget prévisionnel 2019. Cette augmentation par rapport à nos prévisions correspond aux provisions enregistrées ainsi qu'à une augmentation des dons et subventions versés aux sections. Les autres postes de dépenses sont en forte baisse par rapport au prévisionnel.

Par rapport à 2018, l'ensemble des dépenses connaît une baisse très importante. Cela s'explique notamment par le retour à un fonctionnement sans « événement exceptionnel » (le Rendez-vous en 2018) ainsi qu'au travail de maîtrise des charges exigé en novembre 2018 par l'Assemblée générale.

Éléments à retenir :

- Baisse de la masse salariale (3 ETP en moins) : 610 981€ (2018 : 780 000€)
- Des déplacements bénévoles en baisse : 15 000€ (2018 : 20 000€)
- Des reversements en section qui augmentent (dons, subventions, billetteries Helloasso, instance nationale qui fait compte de transition)

Charges exceptionnelles :

- Honoraires des notaires (vente Letort) : 32 000€ (comptabilisés en exploitation)
- Perte sur la subvention MCDR (2016-2017) : 43 000€

Fonctions supports

Les fonctions supports correspondent à l'ensemble des services mutualisés au niveau de l'instance nationale pour l'ensemble du mouvement. La plupart de ces coûts ont diminués entre 2018 et 2019 et devraient poursuivre leur diminution encore en 2020 (suppression de certains postes, renégociations de

contrats, changements de fournisseurs). Le tableau de synthèse ci-dessous présente en grandes masses, les coûts de ces fonctions pour l'année 2019.

Coûts des fonctions supports - 2019	
Comptabilité et banque	210 000 €
Charges de personnel	130 000 €
Commissaires aux comptes	20 000 €
Logiciel comptable	44 000 €
Banque	9 000 €
Formation	2 000 €
Logiciel de paie	5 000 €
Valorisation et recherche de financement	87 000 €
Charges de personnel	87 000 €
Pilotage : direction et représentation	81 000 €
Charges de personnel	66 000 €
Cotisations	10 000 €
Réception	5 000 €
Communication	40 500 €
Charges de personnel	28 000 €
Site internet	2 000 €
Divers frais de communication	10 000 €
Atelier (Cloud)	500 €
Ressources humaines	100 000 €
Charges de personnel	75 000 €
Documentation	5 000 €
Conseil économique et social	20 000 €
Frais du siège	295 000 €
Achats	45 000 €
Charges de personnel	23 000 €
Taxes et impôts	20 000 €
Informatique	20 000 €
Télécom	13 000 €
Déplacements et transports	54 000 €
Amortissements immobiliers	120 000 €
Bureau national	228 000 €
Charges de personnel	198 000 €
Logements Ile-de-France	30 000 €
TOTAL	1 041 500 €

Les sections

Les sections représentent 1.836 million d'euros des charges d'exploitation. C'est une baisse significative. Les années précédentes, le consolidé des sections représentait environ 2.1 millions €. Nous avons prévu 2 millions € sur le budget prévisionnel. Cette réduction s'explique par un contrôle plus strict de certaines embauches locales mais aussi par la fermeture de plusieurs sections, par un contrôle des dépenses locales mais aussi peut-être par une diminution de l'activité globale.

Eléments à retenir :

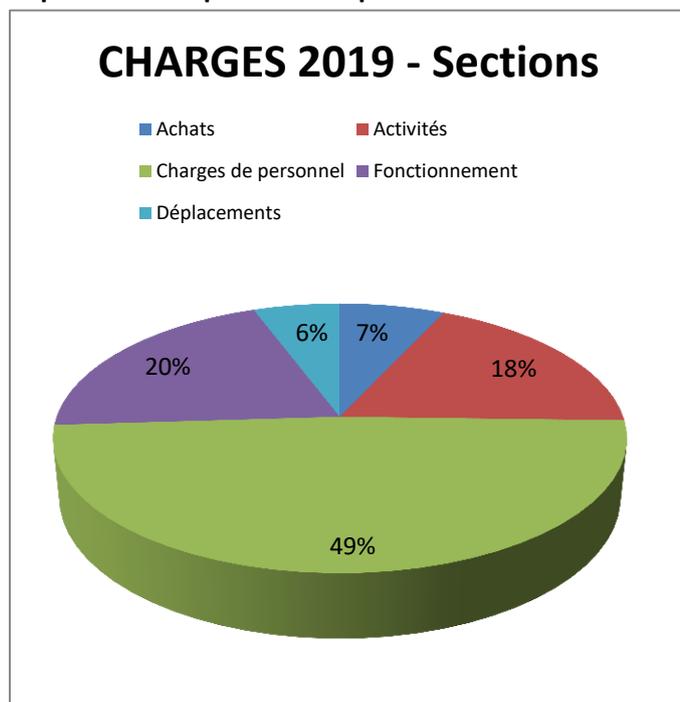
- Les dépenses liées aux activités (achats, locations, déplacements, nourriture...) sont en baisse pour la plupart par rapport à 2018
- Certaines dépenses sont souvent surévaluées lors de la construction des budgets prévisionnels
- Les déplacements y compris salariés ont beaucoup baissé : 56 000€ contre 80 000€ en 2018.

- Le mouvement perd environ 5 ETP au niveau des permanent.e.s locaux
- Le personnel occasionnel (séjours) reste stable

Charges exceptionnelles :

- Pertes : pertes de subventions qui avaient été comptabilisées en 2018 (CapAsso en région Centre, Erasmus+ en AuRA)

Répartition des postes de dépenses :



Les dépenses de personnel (permanent.e.s et pour certain.e.s, les animateur.ice.s et directeur.ice.s de camp) constituent près de la moitié des charges des sections. La situation varie d'une section à l'autre (entre 30 et 70%).

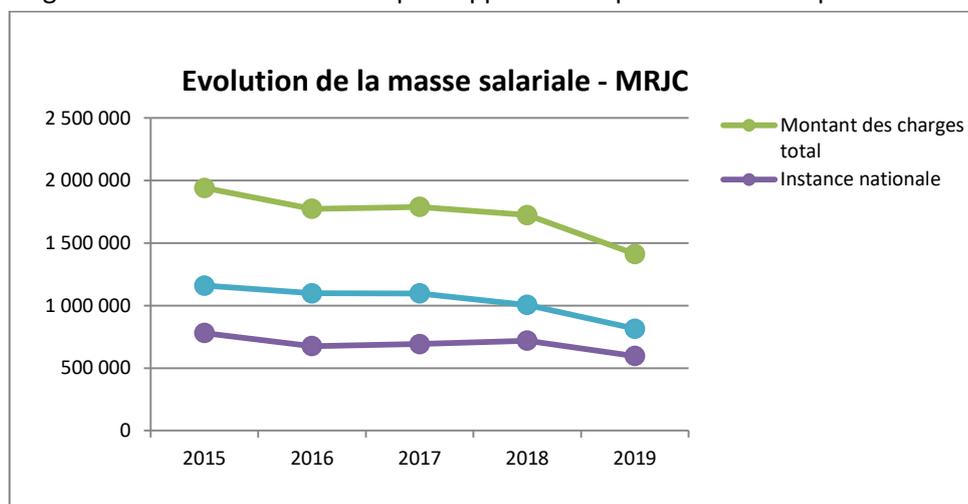
Les déplacements représentent 6% des dépenses : la moitié sont des déplacements salariés, le reste se répartit entre déplacements bénévoles et déplacements sur activité.

Le fonctionnement, à hauteur de 20% des charges des sections est constitué de quelques frais de bureau et de la redevance versée à l'instance nationale.

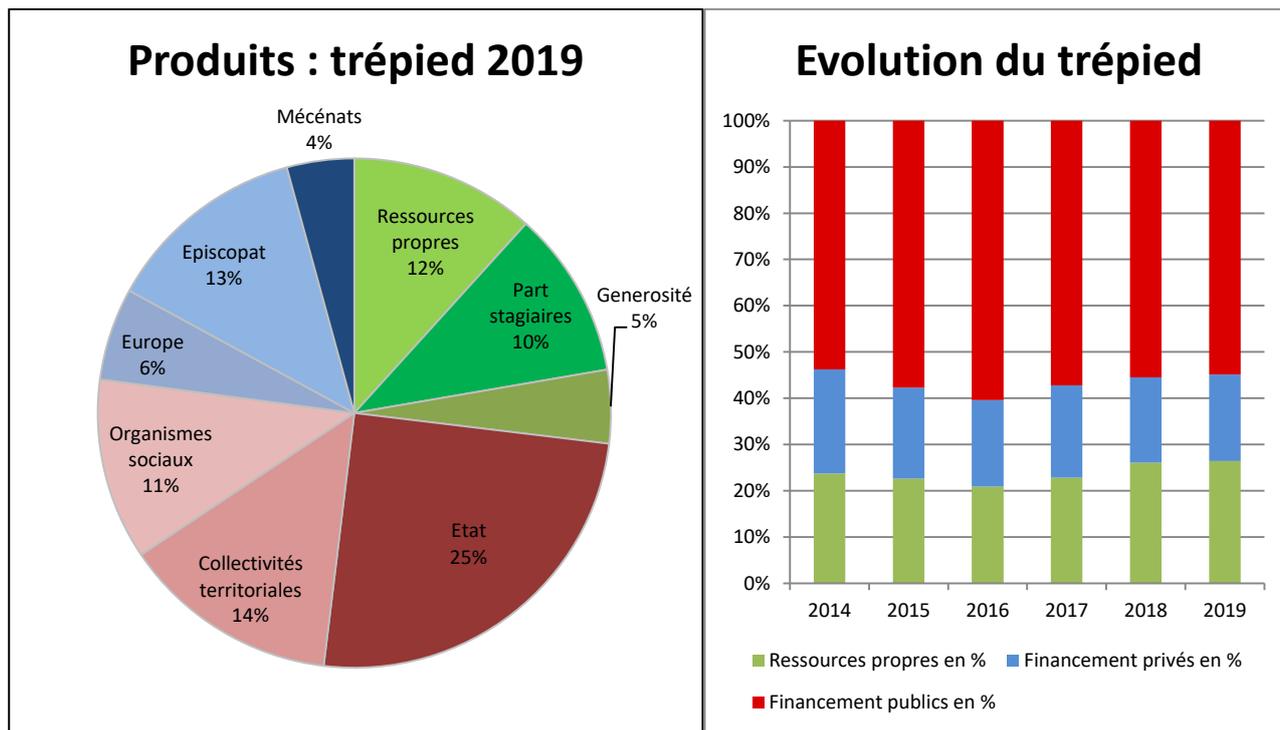
Les achats représentent 125k€ des charges des sections, avec une augmentation de l'achat de marchandises de 10 000€ qui reflète sans doute le développement d'opérations d'autofinancements.

Les frais liés aux activités représentent 18% du montant total des charges soit 334k€, soit une baisse de 38 000€ par rapport à 2018 mais une augmentation de 1% sur la part des charges qu'ils représentent.

On constate que les sections restent globalement très économes dans leurs dépenses liées aux activités et dans leurs investissements en matériels divers. Le MRJC en local reste une association avec une gestion précautionneuse de ses dépenses, s'appuyant sur le prêt, le don et la mise à disposition gratuite. L'incertitude de certains financements sur projets ne permet par ailleurs pas toujours d'anticiper des dépenses qui auraient pu être subventionnées. La part importante des frais liés au salariat masque souvent un important bénévolat et une générosité non-monétarisés qui n'apparaissent pas dans les comptes de résultats.



Produits



L'instance nationale

L'instance nationale enregistre 1.4 million € de produits. Ce sont 100 000€ de plus que prévu qui sont dus à la comptabilisation de subventions régionales « transitant » par l'instance nationale. Le déficit de l'IN est de 104 000€ sur l'exploitation. La vente de l'appartement rue Letort vient exceptionnellement gonfler les produits. Nous retirons bien entendu cette vente de notre analyse des produits et du résultat.

Les ressources de l'instance nationale restent essentiellement publiques (731 000€ soit 56% des produits) même si le développement de la Confiserie et l'obtention de fonds privés permettent de mieux répartir notre modèle.

Eléments à retenir :

- Des ressources propres + importantes que prévues notamment dues à une évaluation pessimiste de la Confiserie sur le budget prévisionnel
- Renouvellement voire augmentation de subventions structurantes : Cnaf, Ministère Jeunesse, CGET et Fonjep
- Deux subventions importantes acquises sur le dossier Vivre ensemble : Fonds Facebook (80 000€) et le Fonds d'Expérimentation Jeunesse (45 000€)
- Maintien des subventions liées aux Fabriques et à l'agriculture
- Maintien de la subvention du Secours Catholique
- Baisse des dons liés à l'appel aux dons : 87 000€, ce qui est problématique sur une année de 90 ans.

Les sections

L'ensemble des sections acquiert 1.92 million € de produits sur 2.1 millions € prévus (et 2M€ en 2018). On retrouve une grande diversité de situations, aussi bien dans les résultats d'exercice que dans les montants des budgets par section :

Sections	Résultats	Produits	Commentaires
Orne	17 976	131 352	
Eure	-11 801	21 275	
Côtes d'Armor	-11 970	30 714	Le résultat de la section régionale Bretagne vient s'ajouter aux résultats des sections départementales, formant un consolidé très excédentaire.
Ille-et-Vilaine	18 508	66 536	
Morbihan	6 723	48 252	
Rég Bretagne	20 400	48 191	
Loire-Atlantique	429	40 881	
Maine-et-Loire	26 158	77 109	
Rég Pays de la Loire	1 357	15 965	
Poitou-Charentes	-6 926	105 733	2 départements mais un compte commun
Aveyron	-77	0	
Hautes-Pyrénées	1 649	40 338	L'activité de la région Occitanie repose sur les deux sections départementales actives (Tarn et Hautes-Pyrénées)
Tarn	-15 429	16 735	
Tarn-et-Garonne	983	1 057	
Ain	-18 593	98 090	Des flux internes mal comptabilisés (10200 euros de MCDR et 8000 euros de Fonds de solidarité) équilibrent la section Ain.
Fabrique Revermont	-13 731	55 985	
Ardèche	-534	0	
Haute-Savoie	915	56 726	
Rhône-Loire	12 859	103 461	
Région AuRA	-6 037	18 100	
Creuse	-16 297	14 340	Pas d'activité en 2019 mais des pertes exceptionnelles sur exercice antérieur + des frais liés à l'amortissement et à l'entretien du lieu
Cher	-9 908	9 975	Pas de comptabilité : des régularisations à prévoir sur 2020
Indre	-7 480	90 291	
Loir-et-Cher	-671	20 425	
Loiret	6 235	39 542	Plusieurs mois de comptabilité manquants : des régularisations à prévoir sur 2020
Région	-3 014	80 304	
Aube	2 026	35 332	
Oise	10 318	61 591	
Somme	7 343	50 018	6500 euros de dépenses non-justifiées : section à l'équilibre
Fabrique Ansauvillers	-30 354	2 011	
Rég Picardie	-10 649	310	
Zone de Lille	14 662	34 242	
Hainaut Cambrésis	10 070	15 891	Activité du NPDC à regarder dans sa globalité (fonctionnement en zones infradépartementale)
Hauts Monts	-3 481	6 899	
Pays de Lys	3 982	11 385	
Rég NPDC	2 628	157 406	
Meuse	-892	0	
Vosges	1 718	7 813	
Meurthe-et-Moselle	-16 973	61 009	L'activité de la Meurthe-et-Moselle est à fusionner avec celle de la Lorraine (compte sur lequel ont été reçues des subventions pour des dépenses portées par le département) : section excédentaire
Rég Lorraine	50 308	69 904	
Doubs	19 820	63 074	
Haute-Saône	-5 893	56 660	
Fabrique Combeaufontaine	-11 061	1 191	Compte servant à l'achat de petits matériels liés aux chantiers. L'activité est sur le compte Haute-Saône
Jura	5 420	39 311	
Alsace (conso)	3 659	42 999	

20 sections sont déficitaires sur 45 (dont 6 ne sont plus en activité).

Déficits préoccupants : Eure, Côtes d'Armor, Fabrique du Revermont, Tarn, Fabrique d'Ansauvillers.

Déficits qui s'expliquent par des soucis de comptabilité et des reports : Ain, Cher, Creuse, Fabrique de Combeaufontaine.

Excédents importants : Orne, Ille-et-Vilaine, Région Bretagne, Maine-et-Loire, Rhône-Loire, Oise, Zone de Lille, Lorraine/Meurthe-et-Moselle, Doubs.

Éléments à retenir :

- Une forte amélioration du consolidé des sections nous pousse à poursuivre nos efforts.
- Les déficits enregistrés relèvent souvent plus « d'accidents » que de problèmes structurels.
- Les ressources propres (en vente) ont très nettement augmenté. Une hypothèse serait que beaucoup des dons effectués lors des événements locaux pour les 90 ans ont été enregistrés parmi les recettes de buvette et d'autofinancement. Par ailleurs, le développement de prestations notamment auprès des CAF, explique en partie cette très forte augmentation.
 - CR 2019 : 270 000€
 - BP 2019 : 148 000€
 - CR 2018 : 162 000€
- Perte de subventions d'Etat liés à la fin des contrats aidés mais aussi à moins de projets financés par les DDCS.
- Baisse sur les subventions des collectivités territoriales : un peu au niveau des régions mais nettement moins que ce qui était prévu en prévisionnel, stagnation au niveau des départements et très peu au niveau des intercommunalités.
- Un Erasmus+ local obtenu pour le camp national en Lorraine.
- La baisse des subventions diocésaines se poursuit : de 405k€ en 2018, nous passons à 360k€ dans un contexte de fin de certaines permanences mais aussi de baisse progressive des financements d'Eglise dans de nombreuses sections.

Fonds de solidarité et d'expérimentation : en 2019, le MRJC de l'Ain a bénéficié du soutien du mouvement sur le volet « expérimentation » à hauteur de 8000€ pour la poursuite de sa stratégie de territorialisation autour de la Bresse.

Problèmes de réception des comptabilités 2019 : Cher, Loiret, Tarn, Eure, Aube.

Conclusions et éléments de discussion :

1- Maitrise des charges ou déclin du mouvement ?

Nous pouvons sans doute nous féliciter de progresser peu à peu vers un équilibre financier, objectif que nous nous sommes donné collectivement. Toutefois, nous passons pour la première fois en-dessous de la barre des 3 millions € de budget annuel et cela en grande partie par la baisse de la masse salariale, par la fermeture de plusieurs sections et par la diminution d'une partie de notre activité.

Nous pouvons donc nous questionner : cette amélioration vient-elle d'une meilleure gestion financière ou est-elle due à un déclin du mouvement ? Comment le MRJC se renouvelle-t-il ? Comment se relance et se développe-t-il ?

2- Comment développer le don comme moyen de financement ?

Les 90 ans du MRJC ont permis de renouer des liens avec nos réseaux d'ancien.ne.s et d'ami.e.s. Ils montrent la force du vécu de l'engagement au MRJC dans plusieurs générations. Or, nos dons baissent. Nous réaffirmons souvent vouloir les développer pour être plus solides face aux baisses de subventions.

Quels caps et moyens nous donnons-nous pour développer les dons et le réseau de donateur.ice.s ?

3- La territorialisation des financements, c'est possible ?

Nous avons affirmé en 2018 vouloir re-territorialiser nos actions pour mieux ancrer nos parcours militants et réseaux mais aussi consolider des partenariats stratégiques locaux. Force est de constater que les résultats financiers ne sont pas encore concluants puisque les financements locaux (communes, intercommunalités, mécénats, paroisses...) sont anecdotiques à l'échelle du mouvement.

Est-ce que des stratégies ont été mises en place pour aller vers ces financements territoriaux ? Qu'est-ce qui a été compliqué ? Qu'est-ce qui a freiné ? Pour les sections qui ont réussi ou sont en train de réussir, qu'est-ce qui a marché ?

4- Thématization : mieux articuler local et national

Nous avons aussi affirmé en 2018 vouloir travailler sur des axes thématiques et les financer en faisant coopérer différentes sections et l'instance nationale. Aujourd'hui, les dossiers Agriculture et ruralité, Vivre ensemble et (d'une manière spécifique) Fabriques du monde rural ont pu obtenir des financements autour de projets communs. Pour autant, il n'est pas toujours facile de travailler et valoriser pleinement des projets communs, comme le montrent les pertes sur la subvention MCDR des années passées.

Qu'est-ce qui fonctionne particulièrement bien dans le portage de thématiques communes avec des projets locaux et nationaux ? Qu'est-ce qui est plus compliqué ? Qu'est-ce qui fragilise ces dynamiques ? Qu'est-ce qui les renforce ?

5. Bilan comptable

Pour synthétiser, le bilan est une photographie de la richesse du mouvement au 31/12/2019 et se présente 2 grands ensembles :

- L'actif qui montre le patrimoine (la richesse) de l'association : « *Où est l'argent ?* » ;
- Le passif qui relate l'origine des fonds (ressources à la disposition de l'association : fonds propres, emprunt et dettes) : « *D'où vient l'argent ?* »

L'actif du MRJC est composé des éléments suivants :

L'actif immobilisé avec 5.05 M €

- Les biens immobiliers pour près de 4.82 M €
- Les aménagements pour près de 38 K €
- Les biens mobiliers (informatique, tentes, véhicules, outils...) pour plus de 190 K €

Les créances externes pour près de 1.76 M €

- Les subventions à percevoir sont très élevées avec plus de 1.61 M €
- Les autres créances sont l'encours avec les factures en attente, les chèques à encaisser : 145 K €

Les liquidités pour un peu plus de 1 M €

- Il s'agit de la trésorerie avec les comptes bancaires consolidés
- Les placements désormais faibles
- Les caisses

Le passif du MRJC est composé :

Des fonds propres qui sont les réserves de l'association

- Fonds associatif (classique) pour 2.48 M €
- Fonds Fabriques : 655 K €
- Fonds de solidarité et d'expérimentation : 120 K €
- Report à nouveau (cumul de nos résultats d'exercices) : 1, 13 M €
- Notre résultat d'exercice 2019 : +502 749 €
- Subventions d'investissements (acquises pour les Fabriques) : 244 K €
- De nos provisions pour risque : 62 K €

De nos dettes :

- Financières (emprunt bancaire) : 1.24 M €
- Dettes d'exploitation (factures à payer, chèques non-encaissés...) : 329 K €

Quelques éléments d'analyse :

- La valeur de notre patrimoine immobilier baisse puisque nous avons vendu un bien ;
- En revanche, nous retrouvons des liquidités : une trésorerie qui nous permet de faire face à nos dépenses quotidiennes ;
- L'obtention de subventions d'investissement vient augmenter notre richesse ;
- Le montant de nos subventions à percevoir est très élevé : cela veut dire que nous avons besoin d'une trésorerie importante mais aussi de veiller à nos rendus et aux pertes potentielles que nous pouvons avoir
- Nos dettes d'exploitation ne sont pas très élevées : on attend + d'argent que ce que l'on doit.

Capacité d'autofinancement : +161 641.83	Notre capacité d'autofinancement redevient positive : notre fonctionnement parvient à générer à nouveau de la trésorerie. L'an dernier, notre caf était négative : -123 814
---	---

6. Fabriques et Confiserie

Confiserie

La Confiserie est le centre d'hébergement et de formation du MRJC attenant au siège social basé à Pantin (93). Elle correspond à l'un des volets de la stratégie immobilière mise en place à partir de 2013 : la vente du siège social au 53 rue des Renaudes devait permettre la mise en place des Fabriques du Monde Rural mais aussi celle d'un nouveau siège social intégrant un centre d'hébergement et de formation.

Ouverte en septembre 2017, elle dispose de deux salles de réunion/formation, une cuisine et des chambres pouvant accueillir jusqu'à 30 personnes. Elle est agréée foyer-logement et Accueil Collectif de Mineurs (la cuisine n'est toutefois pas aux normes). Quelques chiffres pour 2019 :

Coûts d'investissements siège social (40%) + Confiserie (60%) :

Acquisition : 1.650 millions € dont 990 000 € pour la Confiserie

Travaux et aménagements : 1,857 million € dont 1,114 million € pour la Confiserie

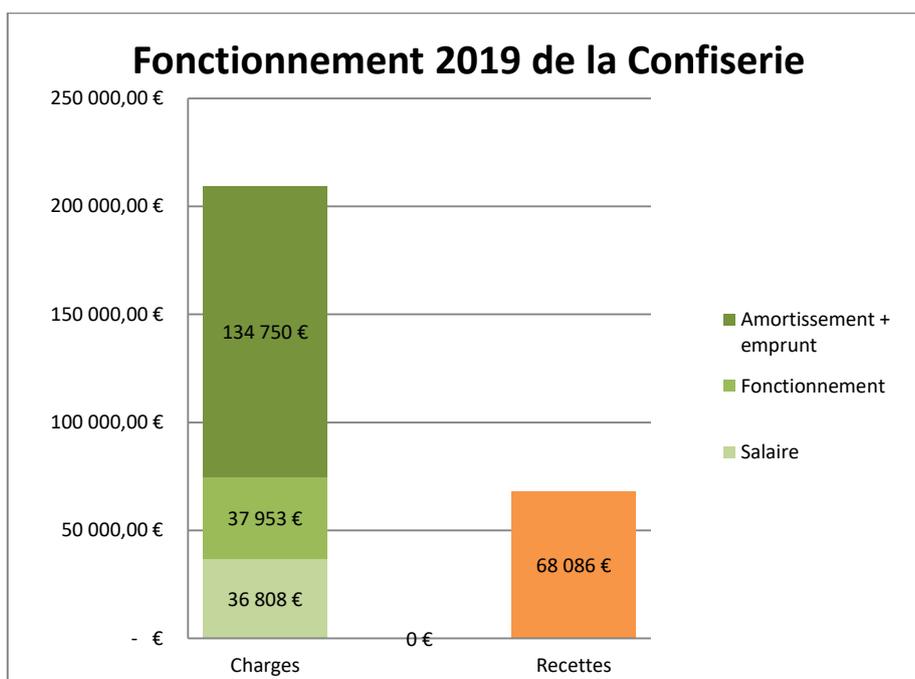
Amortissement : 148 000 € pour 2019 dont 88 800€ pour la Confiserie

Le fonctionnement de la Confiserie :

Sur 2019, le budget de la Confiserie est presque équilibré si l'on considère les dépenses (entretien, achats, ménage, blanchisserie, factures diverses et salaire de l'intendante) et recettes (locations) directes générées.

Il est cependant fortement déficitaire si l'on considère aussi les 134 750€ d'amortissement (investissement et emprunt). Le MRJC occupe la Confiserie à 10% : ce sont d'importants coûts évités pour les formations et commissions nationales. A titre d'exemple, sur une année de formation des permanent.e.s, nous économisons près de 25 000€.

Des efforts doivent être faits : le taux d'occupation total des locaux est de 30%. Il s'agit principalement de structures partenaires nationales et de membres du réseau. Les locations sont très faibles en été. Les agréments obtenus et une stratégie plus affirmée autour de la valorisation de ce lieu devraient permettre de parvenir à de meilleurs résultats dans les années à venir.



Fabriques du Monde Rural

Global

Le projet de Fabriques du Monde Rural articule des dimensions locales et une dimension nationale, du fonctionnement (comme toutes les sections) et de l'investissement (de par sa dimension immobilière). Il constitue le volet « développement sur les territoires ruraux » de la stratégie immobilière du MRJC lancée en 2013. L'année 2019 a permis de prendre un nouveau tournant dans le projet de Fabriques :

- Déploiement des activités dans le Val-de-Saône et le Revermont ;
- Décision d'arrêter le projet sur le Plateau Picard (novembre) ;
- Construction d'une nouvelle proposition d'activité pour la Forêt Belleville ;
- Evaluation externe du projet de Fabriques qui a permis de proposer des évolutions ;
- Travail sur les modèles socio-économiques et la gouvernance

Investissements

Rappel du cadre démocratique : Le projet de Fabriques bénéficie d'un « Fonds Fabriques » voté au début du projet d'1.5 millions d'euros pour lancer les projets. Le MRJC peut investir jusqu'à 500 K€ de ce fonds sur chaque Fabrique (achat + travaux) à hauteur maximum de 70% du coût total. Le reste doit provenir de co-financiers. Chaque Fabrique doit intégrer l'amortissement de son bâti dans son modèle économique. Une fois rénovée et en activité, elle doit arriver à générer des revenus pour ré-abonder au fonds Fabriques à hauteur d'1/3 des fonds propres investis par le MRJC.

Les investissements faits ou prévus sur chaque Fabrique jusqu'à aujourd'hui respectent ce cadre démocratique. Le projet d'investissement présenté en novembre 2019 au CAN (et validé en janvier 2020) pour la Fabrique de Combeaufontaine intègre 313k€ de fonds propres du MRJC et 75% de financements externes.

Sur l'année 2019, aucun investissement majeur n'a été réalisé si ce n'est quelques travaux d'entretiens, achat de petits matériels et chantiers participatifs. Le CAN a bloqué tous les travaux tant que la question de la trésorerie n'était pas résolue.

Un projet a été construit sur Combeaufontaine pour les années à venir. Les travaux ont été budgétisés dans le Revermont mais le modèle économique doit être travaillé et des co-financements assurés. En Creuse, les travaux restent en attente pour le moment malgré l'obtention de subventions pour la rénovation du pressoir.

Fonctionnement

Le projet de Fabriques est articulé localement et nationalement et est valorisé à différents échelons. Afin d'analyser la réalité de son fonctionnement, il convient de le regarder dans sa globalité. En 2019, les Fabriques ont été déficitaires localement mais le projet, fortement valorisé nationalement, permet d'être presque équilibré. Les années précédentes, le projet de Fabriques dégageait cependant un excédent plus important.

2019	Charges Fabriques					
	Rev.	Combeau.	Ansau.	Creuse	Nat	Total
Charges de personnel	26 000	32 000	16 000	1 000	48 000	123 000
Fonctionnement	5 500	13 700	4 800	900	7 000	31 900
Projets	26 000	16 500	1 000	1 000	14 000	58 500
Amortissements	6 000	4 000	10 000	7 500		27 500
						0
						0
						0
Travaux						0
Total	63 500	66 200	31 800	10 400	69 000	240 900

2019	Produits Fabriques					
	Rev.	Combeau.	Ansau.	Creuse	Nat	Total
<i>Ressources propres</i>	11 000	35 000	2 000	1 000	0	49 000
<i>Etat</i>	7 000	8 000			53 000	68 000
<i>Collectivités territoriales</i>	0	3 000			0	3 000
<i>Organismes sociaux</i>	32 000	10 000			25 100	67 100
<i>Europe</i>	0	2 000			10 000	12 000
<i>Autres publics</i>	0					0
<i>Privés</i>	5 000				35 000	40 000
<i>Sub d'investissements</i>						0
Total	55 000	58 000	2 000	1 000	123 100	239 100
Résultat	-8 500	-8 200	-29 800	-9 400	54 100	-1 800

Eléments d'explication :

- Fabrique du Revermont : le projet manque sur 2019 du soutien des collectivités territoriales, actrices primordiales sur des projets de développement local. Pour autant, l'activité a été importante.
- Fabrique de Combeaufontaine : le fonctionnement doit être consolidé. La mise en place d'un ACM et la dynamique positive (activité, travaux prévus) devrait permettre d'atteindre un équilibre sur 2020.
- Fabrique d'Ansauvillers : la perte de subventions et la forte diminution de l'activité a entraîné un déficit important sur 2019 avant l'arrêt du projet.
- Fabrique de la Forêt : bien que l'activité soit aujourd'hui assurée seulement par l'association VASI Jeunes, des pertes sur les années précédentes sont reportées sur 2019. Un nouveau projet, tourné en grande partie sur l'agriculture, est en cours de construction avec le collectif local
- Instance nationale : nos soutiens nationaux se maintiennent pour l'accompagnement du projet de Fabriques. L'évaluation a été financée par la fondation AG2R.

7. Conduite financière

Trésorerie

L'année 2019 a été marquée par la vente de l'appartement Rue Letort qui a permis de renflouer la trésorerie et de rembourser les dettes. Depuis la rentrée 2019, nous ne vivons donc plus à crédit, et la situation s'est quelque peu apaisée. Pourtant, nous ne pouvons pas nous contenter de cette situation. Bien que le compte en banque soit plus rempli, le mouvement perd de la richesse, et nous ne pourrions pas vendre indéfiniment des biens immobiliers pour éponger du déficit.

Nos comptes sont consolidés : notre trésorerie, quoi qu'il arrive, est commune. Nous avons besoin, pour faire face aux dépenses quotidiennes et en attendant le versement de subventions, d'avoir en permanence 1 trimestre d'avance, soit environ 300 000€ sur nos comptes en banque. En juillet, nous sommes descendus à 121 000€ avec 250 000€ de dettes à rembourser.

Au niveau de l'instance nationale, la mise en vente de l'appartement rue Letort a été décidée en novembre 2018 et une alerte auprès du Ministère Jeunesse a été faite en avril 2019 pour obtenir le versement de la CPO nationale plus tôt, des délais ont été demandés auprès de nos créanciers.

Le 2 août, nous recevons les 200 000€ du Ministère Jeunesse, le 7 août l'argent de la vente de l'appartement. Nous avons immédiatement pu rembourser le KLJB, le CCFD, la compagnie de bus Transdev et la Sacem.

Les bons résultats de cette année nous permettent de retrouver une capacité d'autofinancement : un signe encourageant pour le développement du MRJC !

Gestion comptable

Une nouvelle fois, la clôture comptable de cette année a connu des difficultés, et des retards entraînant des conséquences dommageables pour le mouvement. Des difficultés ont été présentes tant au niveau des sections que du siège national.

A l'origine, des retards dans les rendus des comptabilités de certaines sections empêchent le service comptabilité du siège de se mettre au travail à temps. Ensuite, des dysfonctionnements au niveau du siège n'ont pas permis de clôturer les comptes à temps. L'une des principales difficultés est due aux flux internes, qui complexifient massivement le traitement des comptabilités locales, d'autant qu'il n'y a plus de permanence en région pour les expliciter. Il nous faut donc être d'autant plus vigilant.e.s par rapport à ces flux. Une nouvelle fois, il faudra redoubler de rigueur l'année prochaine pour gagner en sérénité et en efficacité. La comptabilité est un outil de pilotage crucial pour le mouvement, mais il est efficient que si nous sommes vigilant.e.s collectivement.

De nouvelles organisations sont en cours afin notamment de décharger le travail des sections locales.

Banque

Si certaines difficultés avec le Crédit Coopératif ont été résorbées ou contournées, des problèmes persistent notamment sur les moyens de paiement et les facturations non-justifiées.

Un changement de banque est prévu pour 2021.

8. Projection 2020/2021

Orientations

Les Orientations seront notre principal chantier pour retravailler notre modèle économique en lien avec une organisation et un projet politique renouvelés. Un chantier piloté au niveau national qui s'appuiera sur des partenaires mais aussi ce qui sera travaillé en local.

Poursuite de la stratégie de valorisation thématique

Nous poursuivons la mise en place de projets communs rassemblant des dynamiques nationales et des projets de sections autour des feuilles de route thématiques définies en AGN et appuyées par des commissions nationales. Les prochains chantiers sont liés aux stages de recherches « travail » et « écologie ».

Poursuite stratégie de recherche de financements territoriaux

Dans la continuité de notre stratégie de territorialisation de nos actions, il nous faut poursuivre nos efforts auprès des nouvelles communes et intercommunalités.

2020 : Conseil d'administration national de janvier – Fabriques et investissements (extrait du relevé de décisions) :

Fabrique d'Ansauvillers : En novembre, le collectif fabrique de l'Oise a décidé d'arrêter car peu de personnes étaient prêtes à continuer à porter localement. Suite à cette décision, des scénarii ont été envisagés et proposés au CAN. Le scénario retenu par le CAN est la mise en vente de la Fabrique d'Ansauvillers.

13 rue Gibault (St Denis) : Le CAN valide une enveloppe de 120 000 € pour effectuer les travaux au 13 rue Gibault à St Denis permettant de faire les rénovations nécessaires et assurant le logement de 7 permanent.e.s au 1er et 2e étage du bâtiment.

Fabrique de Combeaufontaine : Les travaux prévus à la Fabrique de Combeaufontaine avaient été validés au CAN de novembre dernier avec une condition de sécurisation de la trésorerie du mouvement. Le CAN a étudié

le plan de trésorerie, un phasage des travaux permettant de réalimenter la trésorerie via les subventions d'investissements et les loyers. Ceux-ci ont été validés en 2 phases (Phase 1 : Espace social, rénovation des bureaux pour l'ADERA et chaudière/ Phase 2 : Espace jeunes).

Principes de gestion de notre trésorerie : Le CAN a posé des principes de gestion de notre trésorerie permettant d'encadrer la mise en œuvre de la stratégie immobilière et les décaissements que celle-ci occasionne :

- Nous devons nous assurer d'avoir 250 000€ de trésorerie sur nos comptes minimum tout au long de l'année ;
- Nous pouvons nous autoriser à effectuer des emprunts courts et sécurisés (sur subventions notifiées notamment). Tout emprunt plus important doit être étudié et validé par le CAN.

Affectation des ventes immobilières : Une affectation des montants des ventes immobilières sera proposée selon les principes suivants :

- Vente de Letort : Dettes, travaux St Denis, sécurisation de la trésorerie ;
- Vente d'Ansauvillers : doit servir au développement des Fabriques du monde rural.

Impacts de la crise sanitaire :

La pandémie COVID-19 marquera fortement notre activité et nos finances sur l'année 2020.

A ce jour, le MRJC a fait quelques choix politiques forts : celui de maintenir l'ensemble des salaires à 100% et celui de ne pas repenser les séjours pour entrer massivement dans le dispositif « vacances apprenantes ». Des choix qui auront des conséquences financières négatives mais qui sont cohérents au regard de ce que défend le MRJC.

Des pertes sont par ailleurs à prévoir sur l'activité de la Confiserie (fermée depuis mars, avec une réouverture partielle et limitée à la rentrée de septembre) et les Fabriques. Nous les estimons à 50 K € pour la Confiserie et à 10 K € pour les Fabriques.

Annexes

- 1- Comptes de résultats 2019 - MRJC
- 2- Bilan 2019 – MRJC
- 3- Comptes de résultats antérieurs et budget prévisionnel 2019 (vote AGN 2018)
- 4- Budgets prévisionnels 2020 et 2021

1- Compte de résultat 2019 – MRJC

COMPTE DE RESULTAT 2019							
CHARGES	MRJC	IN	Sections	PRODUITS	MRJC	IN	Sections
60- Achats	180 170,02	55 383,60	124 786,42	70- Ressources propres	336 873,69	87 720,84	270 037,66
Achats de marchandises	69 829,81	290,81	69 539,00	Ventes de marchandises	147 808,58	2 364,44	157 317,14
Eau, gaz, électricité et carburant	32 661,71	22 020,57	10 641,14	Ventes de services	57 442,54	150,00	57 292,54
Achats de fournitures	38 225,30	10 621,82	27 603,48	Produits des activités annexes	131 622,57	85 206,40	55 427,98
Achats d'études et de prestations de services	25 539,12	22 427,40	3 111,72				
Achats de matériels pédagogiques	13 914,08	23,00	13 891,08	74- Subventions d'exploitation	2 173 278,45	1 007 171,69	1 259 881,04
Autres achats							
61- Services extérieurs	377 411,42	155 138,61	230 843,19	741 - Etat	721 680,97	415 360,44	323 320,53
Sous-traitance générale	525,30		525,30	Jeunesse – Fonctionnement et Projets	283 200,00	250 400,00	49 800,00
Locations bureaux et charges locatives	30 652,85	12 819,05	17 833,80	Jeunesse – FDVA	99 750,00	24 500,00	75 250,00
Hébergements sur activités, locations de salles	171 457,92	31 353,89	148 274,41	Jeunesse – FONJEP	232 156,00	56 856,00	175 300,00
Locations de matériels	45 841,84	10 403,53	35 438,31	Travail - Emploi			
Locations de véhicules	7 069,11	1 073,00	6 396,11	Agriculture	638,80		638,80
Entretiens & réparations	64 464,09	59 004,18	5 459,91	Environnement et Aménagement du Territoire	50 000,00	50 000,00	
Assurances	42 397,98	39 152,92	3 245,06	Agence de Services et de Paiement (CAE, service civique...)	42 436,17	23 604,44	18 831,73
Documentation générale	3 874,11	1 254,04	2 620,07	Autres	13 500,00	10 000,00	3 500,00
Frais pédagogiques	10 857,50	78,00	10 779,50	742 - Collectivités territoriales	395 644,10	100 000,00	339 268,38
Divers	270,72		270,72	Conseil régional	274 547,97	100 000,00	218 172,25
62 - Autres services extérieurs	432 218,06	195 957,85	377 642,99	Conseil général	101 077,13		101 077,13
Personnel extérieur à l'association	27 668,93	8 872,00	18 796,93	Communes et inter-communalités	20 019,00		20 019,00
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	149 791,45	81 811,23	67 980,22	Autres			
Publicité, publications, relations publiques	15 101,18	2 205,08	12 896,10	743 - Organismes sociaux	322 500,84	192 000,00	130 500,84
Déplacements intervenants	11 621,91	2 717,49	8 904,42	CAF	274 920,84	170 000,00	104 920,84
Déplacements salariés	82 550,98	28 206,63	55 991,91	MSA	47 580,00	22 000,00	25 580,00
Déplacements bénévoles	41 959,04	15 246,23	26 781,31	Autres			
Déplacements sur activités et autres	27 913,19	8 000,60	20 103,29	744 – Autres organismes de statut public	9 995,00		9 995,00
Participation aux frais de formations	6 030,96	350,00	6 030,96				
Missions & réceptions	6 760,88	5 204,86	1 606,02	745 - Europe	169 347,61	120 939,25	81 558,36
Frais postaux et frais de ports	11 520,24	4 558,08	6 962,16	ERASMUS +	45 500,00	10 000,00	37 500,00
Frais de télécommunications	28 538,11	19 782,55	15 110,61	Autres	123 847,61	110 939,25	44 058,36
Services bancaires et assimilés	8 769,43	7 921,03	848,40	746/747/748 - Organismes de statut privé	551 609,93	178 872,00	372 737,93
Services mutualisés avec le siège national			132 720,97	Fondations	99 500,00	90 000,00	9 500,00
Cotisations	12 575,74	9 696,71	2 879,03	Autres mécénats	23 025,00	20 000,00	3 025,00
Divers	1 416,02	1 385,36	30,66	Episcopat	369 084,93	8 872,00	360 212,93
63- Impôts et Taxes	137 534,89	77 002,18	60 532,71	Autres Secours Catholique	60 000,00	60 000,00	
Taxe sur les salaires	66 769,11	32 203,86	34 565,25	Autres			
Autres cotisations fiscales sur rémunérations	39 171,03	18 363,32	20 807,71	749 - Autres	2 500,00		2 500,00
Autres impôts et taxes	31 594,75	26 435,00	5 159,75				
64- Charges du personnel	1 428 483,86	610 981,27	817 502,59	75 - Autres produits de gestion courante	440 803,24	311 523,19	390 125,45
Salaires et traitements personnel permanent	1 108 071,09	434 203,51	673 867,58	Participations stagiaires	306 421,43	24 452,94	281 968,49
Salaires et traitements personnel occasionnel	19 194,86	432,50	18 762,36	Cotisations reçues	626,00	199 532,40	175,00
Cotisations sociales sur rémunérations	250 263,81	147 710,50	102 553,31	Dons et legs reçus	133 519,71	87 537,85	107 083,36
Médecine du travail	5 562,69	1 895,75	3 666,94	Dons par abandon de créance	236,10		236,10
Indemnités de Service Civique et stagiaires	19 869,66	315,98	19 553,68	Autres			662,50
648 - Autres charges de personnel	25 521,75	26 423,03	-901,28	78 - Reprise sur amortissements et provisions	6 480,30	5 423,00	1 057,30
65- Autres charges de gestion courante	95 496,32	206 828,07	122 389,96	Reprises sur amortissements des immobilisations			
Droits d'auteurs versés (SACEM, SADC, autres, ...)	16 163,45	15,00	16 148,45	Reprises sur provisions d'exploitation	6 480,30	5 423,00	1 057,30
Adhésion au Mouvement et participation au Fonds de Solidarité			66 360,43	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 957 435,68	1 411 838,72	1 921 101,45
Dons et Subventions versés	39 528,76	199 660,04	7 230,00	76 – Produits Financiers	848,20	680,93	167,27
Pertes sur créances irrécouvrables				Produits d'intérêts	300,01	132,74	167,27
Divers	39 804,11	7 153,03	32 651,08	Autres produits financiers	548,19	548,19	
68- Dotations aux amortissements et provisions	317 938,63	215 114,74	102 823,89	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	848,20	680,93	167,27
Dotations aux amortissements d'exploitation	213 440,34	185 519,57	27 920,77	77 - Produits exceptionnels	701 022,29	693 522,85	5 999,44
Dotations aux provisions d'exploitation	104 498,29	29 595,17	74 903,12	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 879,55	2 850,34	29,21
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	2 969 253,20	1 516 406,32	1 836 521,75	Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	11 528,53	5 521,48	4 507,05
66 - Charges Financières	34 496,08	25 387,32	9 108,76	Produits des cessions d'éléments d'actifs	685 000,00	685 000,00	
Charges d'intérêts	25 387,32	25 387,32		Autres produits exceptionnels	1 614,21	151,03	1 463,18
Autres charges financières	9 108,76		9 108,76	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	701 022,29	693 522,85	5 999,44
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	34 496,08	25 387,32	9 108,76	TOTAL DES PRODUITS	3 659 306,17	2 106 042,50	1 927 268,16
67- Charges exceptionnelles	152 807,19	102 168,36	50 638,83				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 849,68	119,14	13 730,54	RESULTAT DE L'EXPLOITATION	-11 817,52	-104 567,60	84 579,70
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	106 523,71	69 615,42	36 908,29	RESULTAT FINANCIER	-33 647,88	-24 706,39	-8 941,49
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	32 433,80	32 433,80		RESULTAT EXCEPTIONNEL	548 215,10	591 354,49	-44 639,39
Dotations aux amorts et provisions - charges exceptionnelles							
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	152 807,19	102 168,36	50 638,83	RESULTAT DE L'EXERCICE	502 749,70	462 080,50	30 998,82
TOTAL DES CHARGES	3 156 556,47	1 643 962,00	1 896 269,34				

BILAN 2019

ACTIF				PASSIF	
	Valeur Brute	N Amort. & Prov.	Valeur Nette		N
ACTIF IMMOBILISE				FONDS PROPRES	
Terrains	183 084,71		183 084,71	Fonds associatifs	1 640 846,74
Constructions	5 309 378,56	672 692,75	4 636 685,81	Réserve pour projet associatif	655 000,00
Aménagements	167 215,00	129 487,72	37 727,28	Fonds de solidarité	845 000,00
Matériels et mobiliers	278 905,94	241 241,81	37 664,13	Fonds de soutien au développement	120 946,47
Immobilisations en cours	98 112,94		98 112,94	Report à nouveau	1 135 668,10
Logiciels	149 491,00	120 620,98	28 870,02	Résultat de l'exercice	502 749,70
Autres immobilisations financières	25 833,88		25 833,88	Subventions d'investissements	244 396,22
TOTAL I	6 212 022,03	1 164 043,26	5 047 978,77	TOTAL I	5 144 607,23
CREANCES INTERNES				Provisions pour risques et charges	62 132,76
Nationales				Provisions pour fonds dédiés	
Régionales				TOTAL II	62 132,76
Dépôts				DETTES INTERNES	
Inter-régionales				Nationales	
CREANCES EXTERNES				Régionales	
Subventions à recevoir	1 736 467,81	123 114,84	1 613 352,97	Dépôts	
Créances clients et comptes rattachés	26 804,75	7 694,50	19 110,25	Inter-régionales	
Produits à recevoir	68 521,60		68 521,60	DETTES FINANCIERES	
Débiteurs divers	69 171,44	12 088,52	57 082,92	Soldes bancaires créditeurs (découverts)	
Sous-total Créances	1 900 965,60	142 897,86	1 758 067,74	Emprunt LCL	1 241 151,79
Placements	27 030,33		27 030,33	DETTES D'EXPLOITATION	
Banques				Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 713,54
Caisse	25 505,40		25 505,40	Dettes fiscales et sociales	163 251,13
TOTAL II	1 953 501,33	142 897,86	1 810 603,47	Dettes sur immobilisations	8 206,90
Charges constatées d'avance (III)	42 081,37		42 081,37	Autres dettes	131 143,29
TOTAL ACTIF (I+II+III)	8 207 604,73	1 306 941,12	6 900 663,61	TOTAL III	1 570 466,65
				Produits constatés d'avance (IV)	1 152 553,00
				TOTAL PASSIF (I+II+III+IV)	7 929 759,64

3- Comptes de résultats antérieurs et budget prévisionnel 2019 (vote AGN 2018)

CHARGES	CR 2017	CR 2018	BP 2019	CR 2019	PRODUITS	CR 2017	CR 2018	BP 2019	CR 2019
60- Achats	139 949,46	188 219,52	159 057,21	180 170,02	70- Ressources propres	179 095,89	330 306,44	228 359,70	336 873,69
Achats de marchandises	48 945,17	88 922,98	68 023,21	69 829,81	Ventes de marchandises	82 024,11	120 186,44	104 864,70	147 808,58
Eau, gaz, électricité et carburant	27 559,47	32 466,80	29 220,22	32 661,71	Ventes de services	26 874,51	28 456,87	42 145,00	57 442,54
Achats de fournitures	52 159,19	47 953,68	33 225,56	38 225,30	Produits des activités annexes	70 197,27	181 663,13	81 350,00	131 622,57
Achats d'études et de prestations de services			1 178,00	25 539,12				0,00	
Achats de matériels pédagogiques	11 285,63	18 876,06	20 915,22	13 914,08	74- Subventions d'exploitation	2 253 254,28	2 435 637,35	2 326 160,63	2 173 278,45
Autres achats			6 495,00						
61- Services extérieurs	476 310,04	661 896,39	477 508,45	377 411,42	741 - Etat	885 652,60	810 269,48	787 533,36	721 680,97
Sous-traitance générale	39 503,82	64 818,70	35 800,00	525,30	Jeunesse – Fonctionnement et Projets	316 767,00	284 400,00	303 500,00	283 200,00
Locations bureaux et charges locatives	31 986,70	28 777,28	40 767,41	30 652,85	Jeunesse – FDVA	76 755,00	113 300,00	96 300,00	99 750,00
Hébergements sur activités, locations de salles	228 922,94	307 475,87	266 064,43	171 457,92	Jeunesse – FONJEP	261 182,25	224 616,00	231 392,36	232 156,00
Locations de matériels	26 627,41	70 341,43	41 605,54	45 841,84	Travail - Emploi	0,00	0,00	0,00	
Locations de véhicules	12 469,24	9 615,43	18 132,12	7 069,11	Agriculture	49 366,94	51 808,88	20 920,00	638,80
Entretiens & réparations	74 385,21	115 283,06	22 538,98	64 464,09	Environnement et Aménagement du Territoire	50 000,00	50 000,00	600,00	50 000,00
Assurances	45 345,63	44 190,61	29 075,32	42 397,98	Agence de Services et de Paiement (CAE, service civique...)	120 081,41	65 394,60	41 748,00	42 436,17
Documentation générale	5 333,40	6 285,78	2 944,90	3 874,11	Autres	11 500,00	20 750,00	93 073,00	13 500,00
Frais pédagogiques	11 735,69	10 194,37	19 991,07	10 857,50	742 - Collectivités territoriales	331 346,20	355 548,34	335 482,00	395 644,10
Divers		4 913,86	588,68	270,72	Conseil régional	201 365,34	232 375,33	134 415,00	274 547,97
62 - Autres services extérieurs	524 658,19	655 011,80	516 230,96	432 218,06	Conseil général	95 926,89	99 800,01	100 727,00	101 077,13
Personnel extérieur à l'association	11 131,15	67 173,51	27 624,00	27 668,93	Communes et inter-communalités	34 053,97	23 373,00	81 340,00	20 019,00
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	84 003,60	149 863,03	89 312,50	149 791,45	Autres			19 000,00	
Publicité, publications, relations publiques	21 322,80	47 201,74	28 067,05	15 101,18	743 - Organismes sociaux	353 519,65	340 671,58	356 852,12	322 500,84
Déplacements intervenants	6 485,17	17 636,44	11 676,85	11 621,91	CAF	313 715,15	308 271,58	299 152,12	274 920,84
Déplacements salariés	168 049,46	103 096,12	150 000,00	82 550,98	MSA	39 804,50	32 400,00	53 100,00	47 580,00
Déplacements bénévoles	86 584,38	56 458,93	65 000,00	41 959,04	Autres			4 600,00	
Déplacements sur activités et autres	35 824,16	117 685,93	48 000,00	27 913,19	744 - Autres organismes de statut public	7 160,00	8 855,00	0,00	9 995,00
Participation aux frais de formations	20 069,71	18 746,21	21 707,93	6 030,96					
Missions & réceptions	15 881,10	14 572,80	10 567,50	6 760,88	745 - Europe	89 064,26	311 529,56	255 000,00	169 347,61
Frais postaux et frais de ports	17 008,29	12 046,56	13 638,80	11 520,24	ERASMUS +	7 216,00	167 728,00	120 000,00	45 500,00
Frais de télécommunications	23 368,12	24 425,49	25 231,89	28 538,11	Autres	81 848,26	143 801,56	135 000,00	123 847,61
Services bancaires et assimilés	9 786,07	8 033,32	10 574,44	8 769,43	746/747/748 - Organismes de statut privé	581 011,57	606 663,39	588 793,15	551 609,93
Services mutualisés avec le siège national			0,00		Fondations	41 500,00	93 000,00	71 200,00	99 500,00
Cotisations	23 551,13	15 882,82	13 830,00	12 575,74	Autres mécénats		22 600,00	1 300,00	23 025,00
Divers	1 593,05	2 188,90	1 000,00	1 416,02	Episcopat	473 972,57	426 063,39	422 440,15	369 084,93
63- Impôts et Taxes	118 514,37	124 908,36	120 693,77	137 534,89	Autres Secours Catholique	65 539,00	65 000,00	65 000,00	60 000,00
Taxe sur les salaires	43 189,00	46 313,00	80 511,42	66 769,11	Autres			28 853,00	
Autres cotisations fiscales sur rémunérations	54 204,66	44 063,30	9 997,35	39 171,03	749 - Autres	5 500,00	2 100,00	2 500,00	2 500,00
Autres impôts et taxes	21 120,71	34 532,06	30 185,00	31 594,75					
64- Charges du personnel	1 788 370,22	1 723 220,91	1 693 154,67	1 428 483,86	75 - Autres produits de gestion courante	484 759,99	526 337,98	534 695,25	440 803,24
Salaires et traitements personnel permanent	1 353 517,84	1 297 176,36	747 122,65	1 108 071,09	Participations stagiaires	352 865,62	387 241,99	362 875,25	306 421,43
Salaires et traitements personnel occasionnel	23 097,01	20 219,97	501 358,05	19 194,86	Cotisations reçues	1 161,00	466,77	26 400,00	626,00
Cotisations sociales sur rémunérations	352 541,85	356 494,62	408 748,79	250 263,81	Dons et legs reçus	116 047,23	128 092,50	139 590,00	133 519,71
Médecine du travail	7 699,86	6 541,77	5 639,00	5 562,69	Dons par abandon de créance	8 978,77		3 980,00	236,10
Indemnités de Service Civique et stagiaires	15 264,31	21 509,40	19 229,59	19 869,66	Autres	5 707,37	10 536,72	1 850,00	
648 - Autres charges de personnel	36 249,35	21 278,79	11 056,59	25 521,75	78 - Reprise sur amortissements et provisions	91 365,63	24 032,44	4 000,00	6 480,30
65- Autres charges de gestion courante	19 129,69	32 553,69	22 936,00	95 496,32	Reprises sur amortissements des immobilisations			4 000,00	
Droits d'auteurs versés (SACEM, SADC, autres, ...)	2 862,50	28 390,43	7 936,00	16 163,45	Reprises sur provisions d'exploitation	91 365,63	24 032,44	0,00	6 480,30
Adhésion au Mouvement et participation au Fonds de Solidarité			0,00		TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	3 008 475,79	3 316 314,21	3 093 215,58	2 957 435,68
Dons et Subventions versés	15 710,75	3 096,00	15 000,00	39 528,76	76 - Produits Financiers	7 174,25	3 685,66	6 750,00	848,20
Pertes sur créances irrécouvrables		189,09	0,00		Produits d'intérêts	6 959,63	3 425,63	6 000,00	300,01
Divers	556,44	878,17	0,00	39 804,11	Autres produits financiers	214,62	260,03	750,00	548,19
68- Dotations aux amortissements et provisions	162 140,43	239 830,26	202 275,00	317 938,63	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	7 174,25	3 685,66	6 750,00	848,20
Dotations aux amortissements d'exploitation	130 951,94	216 558,26	202 275,00	213 440,34	77 - Produits exceptionnels	14 949,59	5 294,93	0,00	701 022,29
Dotations aux provisions d'exploitation	31 188,49	23 272,00	0,00	104 498,29	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 124,81	2 904,68	0,00	2 879,55
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	3 229 072,40	3 625 640,93	3 191 856,06	2 969 253,20	Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	824,78	1 296,78	0,00	11 528,53
66 - Charges Financières	29 350,39	27 355,92	29 350,00	34 496,08	Produits des cessions d'éléments d'actifs			0,00	685 000,00
Charges d'intérêts	29 350,39	27 355,55	29 350,00	25 387,32	Autres produits exceptionnels		1 093,47	0,00	1 614,21
Autres charges financières		0,37	0,00	9 108,76	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 949,59	5 294,93	0,00	701 022,29
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	29 350,39	27 355,92	29 350,00	34 496,08	TOTAL DES PRODUITS	3 030 599,63	3 325 294,80	3 239 965,58	3 659 306,17
67- Charges exceptionnelles	89 304,40	11 909,61	42 978,00	152 807,19					
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	41 552,97	5 292,31	27 978,00	13 849,68	RESULTAT DE L'EXPLOITATION	-220 596,61	-309 326,72	-98 640,48	-11 817,52
Charges exceptionnelles sur exercices antérieures	47 751,43	6 617,30	15 000,00	106 523,71	RESULTAT FINANCIER	-22 176,14	-23 670,26	-22 600,00	-33 647,88
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés			0,00	32 433,80	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-74 354,81	-6 614,68	-42 978,00	548 215,10
Dotations aux amortissements et provisions - charges exceptionnelles			0,00						
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	89 304,40	11 909,61	42 978,00	152 807,19	RESULTAT DE L'EXERCICE	-317 127,56	-339 611,66	1 321,52	502 749,70
TOTAL DES CHARGES	3 347 727,19	3 664 906,46	3 238 644,06	3 156 556,47					

4-Budgets prévisionnels 2020 et 2021

CHARGES	2020 IN	2020 SECTIONS	2020 TOTAL MOUVEMENT	2021 IN	2021 SECTIONS	2021 TOTAL MOUVEMENT	PRODUITS	2020 IN	2020 SECTIONS	2020 TOTAL MOUVEMENT	2021 IN	2021 SECTIONS	2021 TOTAL MOUVEMENT
60- Achats	27 950,00	124 967,41	152 917,41	27 950,00	92 214,17	120 164,17	70- Ressources propres	61 900,00	118 975,92	180 875,92	106 850,00	119 086,60	225 936,60
Achats de marchandises	3 500,00	68 368,60	71 868,60	3 500,00	55 143,05	58 643,05	Ventes de marchandises	0,00	76 195,32	76 195,32	0,00	76 589,00	76 589,00
Eau, gaz, électricité et carburant	19 800,00	7 177,61	26 977,61	19 800,00	2 269,20	22 069,20	Ventes de services	1 900,00	13 630,60	15 530,60	4 900,00	18 317,60	23 217,60
Achats de fournitures	2 500,00	20 694,19	23 194,19	2 500,00	11 586,92	14 086,92	Produits des activités annexes	60 000,00	29 150,00	89 150,00	101 950,00	24 180,00	126 130,00
Achats d'études et de prestations de services	0,00	330,00	330,00	0,00	75,00	75,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Achat de matériel pédagogique	1 000,00	19 382,01	20 382,01	1 000,00	21 500,00	22 500,00	74- Subventions d'exploitation	901 512,00	1 178 927,76	2 080 439,76	892 452,00	1 055 975,20	1 948 427,20
Autres achats	1 150,00	9 015,00	10 165,00	1 150,00	1 640,00	2 790,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61- Services extérieurs	148 789,00	227 226,97	376 015,97	135 589,00	216 595,44	352 184,44	741 - Etat	420 512,00	322 770,67	743 282,67	428 952,00	248 376,33	677 328,33
Sous-traitance générale	14 166,00	2 239,00	16 405,00	14 166,00	0,00	14 166,00	Jeunesse – Fonctionnement et Projets	245 000,00	70 057,00	315 057,00	235 000,00	62 309,33	297 309,33
Locations bureau et charges locatives	0,00	35 273,03	35 273,03	0,00	19 377,28	19 377,28	Jeunesse – CDVA	24 500,00	55 500,00	80 000,00	24 500,00	42 900,00	67 400,00
Hébergements sur activités, locations de salles	52 300,00	124 711,71	177 011,71	34 300,00	156 653,16	190 953,16	Jeunesse – FONJEP	57 312,00	156 703,67	214 015,67	71 640,00	115 947,00	187 587,00
Locations de matériels	800,00	18 587,70	19 387,70	800,00	11 750,00	12 550,00	Travail - Emploi	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
Locations de véhicules	1 200,00	12 860,00	14 060,00	2 000,00	12 480,00	14 480,00	Agriculture	0,00	11 500,00	11 500,00	0,00	11 500,00	11 500,00
Entretien & réparations	40 123,00	47 473,00	87 596,00	48 323,00	3 550,00	51 873,00	Environnement et Aménagement du Territoire	60 000,00	5 000,00	65 000,00	60 000,00	5 000,00	65 000,00
Assurances	40 000,00	6 864,03	46 864,03	35 000,00	4 195,00	39 195,00	Agence de Services et de Paiement (CAE, service civique...)	33 700,00	4 460,00	38 160,00	22 812,00	5 420,00	28 232,00
Documentation générale	200,00	1 607,00	1 807,00	1 000,00	1 550,00	2 550,00	Autres	0,00	19 050,00	19 050,00	15 000,00	5 300,00	20 300,00
Frais pédagogiques	0,00	16 672,50	16 672,50	0,00	6 490,00	6 490,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers	0,00	1 062,00	1 062,00	0,00	550,00	550,00	742 - Collectivités territoriales	0,00	283 848,60	283 848,60	10 000,00	212 527,00	222 527,00
62 - Autres services extérieurs	123 774,00	360 556,67	333 657,44	139 556,00	345 732,79	331 279,01	Conseil régional	0,00	147 159,66	147 159,66	0,00	96 584,00	96 584,00
Personnel extérieur à l'association	0,00	26 870,00	26 870,00	0,00	18 433,44	18 433,44	Conseil général	0,00	78 086,20	78 086,20	0,00	66 567,00	66 567,00
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 000,00	30 960,00	50 960,00	20 000,00	22 189,00	42 189,00	Communes et inter-communalités	0,00	50 602,74	50 602,74	10 000,00	41 676,00	51 676,00
Publicité, publications, relations publiques	7 500,00	12 643,00	20 143,00	7 500,00	7 715,70	15 215,70	Autres	0,00	8 000,00	8 000,00	0,00	7 700,00	7 700,00
Déplacements intervenants	2 000,00	5 614,88	7 614,88	3 300,00	5 725,00	9 025,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Déplacements salariés	18 000,00	55 256,53	73 256,53	25 000,00	40 917,04	65 917,04	743 - Organismes sociaux	196 000,00	183 270,43	379 270,43	196 000,00	180 607,75	376 607,75
Déplacements bénévoles	10 000,00	27 484,66	37 484,66	15 000,00	23 736,28	38 736,28	CAF	174 000,00	135 987,10	309 987,10	174 000,00	150 757,75	324 757,75
Déplacements sur activités et autres	15 000,00	11 253,50	26 253,50	15 000,00	48 681,00	63 681,00	MSA	22 000,00	26 683,33	48 683,33	22 000,00	26 950,00	48 950,00
Participation aux frais de formations	2 500,00	10 242,00	12 742,00	2 500,00	6 867,00	9 367,00	Autres	0,00	20 600,00	20 600,00	0,00	2 900,00	2 900,00
Missions & réceptions	3 000,00	1 294,76	4 294,76	3 000,00	600,00	3 600,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais postaux et frais de ports	2 000,00	6 470,02	8 470,02	2 500,00	5 581,15	8 081,15	744 – Autres organismes de statut public	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
Frais de télécommunications	21 198,00	9 727,54	30 925,54	21 780,00	6 975,00	28 755,00							
Services bancaires et assimilés	8 200,00	700,40	8 900,40	9 600,00	826,40	10 426,40	745 - Europe	160 000,00	42 836,30	202 836,30	137 500,00	70 928,00	208 428,00
Services mutualisés avec le siège national	0,00	150 673,23	150 673,23	0,00	154 009,78	154 009,78	Erasmus +	45 000,00	14 236,30	59 236,30	70 000,00	4 000,00	74 000,00
Cotisations	14 376,00	3 210,00	17 586,00	14 376,00	3 326,00	17 702,00	Feader - MCDR / Réseau rural	115 000,00	28 600,00	143 600,00	67 500,00	66 928,00	134 428,00
Divers	0,00	8 156,15	8 156,15	0,00	150,00	150,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63- Impôts et Taxes	70 621,52	74 266,75	144 888,27	73 159,74	41 703,94	114 863,68	746/747/748 - Organismes de statut privé	125 000,00	345 201,76	470 201,76	120 000,00	343 536,13	463 536,13
Taxe sur les salaires	42 412,52	65 810,49	108 223,01	44 824,74	37 329,53	82 154,27	Fondations	70 000,00	15 400,00	85 400,00	40 000,00	28 000,00	68 000,00
Autres cotisations fiscales sur Rémunérations	1 674,00	7 256,26	8 930,26	1 800,00	4 374,41	6 174,41	Autres mécénats	0,00	7 600,00	7 600,00	30 000,00	5 400,00	35 400,00
Autres impôts et taxes	26 535,00	1 200,00	27 735,00	26 535,00	0,00	26 535,00	Episcopat	0,00	307 745,28	307 745,28	0,00	286 038,58	286 038,58
64- Charges du personnel	618 683,23	802 804,49	1 421 487,72	633 932,72	700 225,89	1 334 158,61	Autres Secours Catholique	55 000,00	1 350,00	56 350,00	50 000,00	1 368,00	51 368,00
Salaires et traitements personnel permanent	426 974,40	614 288,61	1 041 263,01	454 683,75	532 171,03	986 854,78	Autres	0,00	13 106,48	13 106,48	0,00	22 729,55	22 729,55
Salaires et traitements personnel occasionnel	0,00	40 206,42	40 206,42	0,00	41 407,80	41 407,80		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cotisations sociales sur rémunérations	148 145,81	119 600,05	267 745,86	151 193,14	93 549,32	244 742,46	749 - Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médecine du travail	1 980,00	2 598,04	4 578,04	1 800,00	2 106,60	3 906,60							
Indemnités de Service Civique et stagiaires	4 553,49	11 852,98	16 406,47	4 000,00	9 013,28	13 013,28	75 - Autres produits de gestion courante	248 413,47	367 631,00	427 351,00	241 259,28	355 631,00	440 721,00
648 - Autres charges de personnel	37 029,53	14 258,39	51 287,92	22 255,83	21 977,85	44 233,68	Participations stagiaires	2 000,00	309 021,00	311 021,00	5 000,00	303 841,00	308 841,00
65- Autres charges de gestion courante	100 500,00	85 049,61	27 106,92	120 500,00	83 878,72	27 638,92	Cotisations reçues	166 678,47	22 015,00	188 693,47	155 704,28	465,00	186 169,28
Droits d'auteurs versés (SACEM, SADC, autres, ...)	500,00	3 665,00	4 165,00	500,00	3 855,00	4 355,00	Dons et legs reçus	79 735,00	30 265,00	110 000,00	80 555,00	29 445,00	110 000,00
Adhésion au Mouvement et participation au Fonds de Solidarité	0,00	78 442,69	78 442,69	0,00	76 739,80	76 739,80	Dons par abandon de créance	0,00	4 830,00	4 830,00	0,00	4 780,00	4 780,00
Dons et Subventions versés	100 000,00	0,00	100 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	Autres	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	17 100,00	17 100,00
Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 - Reprise sur amortissements et provisions	0,00	500,00	500,00	0,00	26 350,00	26 350,00
Divers	0,00	2 941,92	2 941,92	0,00	3 283,92	3 283,92	Reprises sur amortissements des immobilisations	0,00	500,00	500,00	0,00	26 350,00	26 350,00
68- Dotations aux amortissements et provisions	235 000,00	14 920,72	249 920,72	235 000,00	49 761,45	284 761,45	Reprises sur provisions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements d'exploitation	185 000,00	14 511,72	199 511,72	185 000,00	49 761,45	234 761,45	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 211 825,47	1 666 034,68	2 689 166,68	1 240 561,28	1 557 042,80	2 641 434,80
Dotations aux provisions d'exploitation	50 000,00	409,00	50 409,00	50 000,00	0,00	50 000,00	76 – Produits Financiers	0,00	750,00	750,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATIONS	1 325 317,75	1 689 792,62	2 705 994,45	1 365 687,46	1 530 112,39	2 565 050,28	Produits d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66 - Charges Financières	14 675,00	0,00	14 675,00	14 675,00	0,00	14 675,00	Autres produits financiers	0,00	750,00	750,00	0,00	0,00	0,00
Charges d'intérêts	14 675,00	0,00	14 675,00	14 675,00	0,00	14 675,00	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	0,00	750,00	750,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 - Produits exceptionnels	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	400,00	400,00
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	14 675,00	0,00	14 675,00	14 675,00	0,00	14 675,00	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,		

